

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 8 octobre 2003 relative aux conditions de travail et de rémunération des ouvriers occupés dans l'industrie des légumes

Chapitre 1 - Champ d'application.

Art. 1. § 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, le nettoyage ou la préparation de légumes frais.

Appartiennent au secteur des conserves de légumes, les entreprises qui transforment essentiellement un assortiment de légumes et/ou de produits végétaux de première ou seconde transformation en vue de la conservation de longue durée par appertisation en boîte ou verre, par pasteurisation et/ou par surgélation.

§ 1. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre 2 - Salaires horaires.

Art. 2. Le 1er octobre 2003, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers, quel que soit leur âge :

	38 heures/semaine
Catégorie I	8,86 Euro
Catégorie II	9,19 Euro
Catégorie III	9,51 Euro
Catégorie IV	9,79 Euro
Catégorie V	10,12 Euro
Catégorie VI	10,42 Euro
Catégorie VII	10,71 Euro
Catégorie VIII	11,06 Euro
Catégorie IX	11,36 Euro

Pour les ouvriers qui ont six mois d'ancienneté dans l'entreprise et quel que soit leur âge, ces salaires horaires minimums sont augmentés au 1er janvier 2004 de 1,75 % en ce incluse l'indexation.

Le résultat de cette augmentation salariale est arrondi à deux décimales.

Art. 3. La condition de six mois d'ancienneté est remplie le jour où l'addition de toutes les périodes d'occupation, interrompues ou non, auprès d'un même employeur au cours des deux dernières années s'élève au moins à six mois.

On entend par périodes d'occupation les périodes couvertes par :

- tous les contrats de travail, de quelque nature que ce soit, même si son exécution est suspendue; et/ou
- les contrats d'intérim.

Art. 4. En dérogation à l'article 2 de la présente convention collective de travail, les salaires minimums suivants sont d'application aux ouvriers liés par un contrat de travail d'étudiants,

comme prévu sous le titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, exprimés en pourcentage des salaires minimums mentionnés à l'article 2 :

Âge	Pourcentage
18 ans et plus	90
17 ans	80
16 ans	70
15 ans	60

Chapitre 3 - Prime saisonnière.

Art. 5. Les primes saisonnières suivantes sont payées :

- pour la catégorie I :
 - après 3 saisons consécutives : 0,0124 Euro de l'heure
 - après 4 saisons consécutives : 0,0248 Euro de l'heure
- pour la catégorie II :
 - après 2 saisons consécutives : 0,0124 Euro de l'heure
 - après 3 saisons consécutives : 0,0248 Euro de l'heure
 - après 4 saisons consécutives : 0,0370 Euro de l'heure.

Ces primes sont limitées à la saison de quatre mois qui est en principe fixée du 1er juillet au 31 octobre.

Cette période de quatre mois peut être quelque peu déplacée pour des raisons climatiques. Dans ce cas, la fédération patronale en informera préalablement le président de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire et les organisations y représentées.

La prime saisonnière peut être soumise à des conditions de fidélité ; celles-ci sont à déterminer de commun accord au sein de l'entreprise.

Art. 6. Ces primes ne sont pas d'application dans les entreprises où un avantage identique ou équivalent est attribué sous une autre forme, ou si les salaires réellement payés dépassent les salaires horaires minimums d'un montant égal ou supérieur à ces primes.

Au cas où les salaires réellement payés dépassent les salaires minimums sans que la différence atteigne le montant des primes, il y a lieu d'appliquer les compléments nécessaires.

Chapitre 4 - Rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Art. 7. Les salaires horaires minimums visés dans la présente convention collective de travail sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 16 novembre 2001 (Numéro d'enregistrement 60856/CO/1180000), rattachant les salaires à l'indice des prix à la consommation, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire.

Chapitre 5 - Prime de travail de nuit.

Art. 8. Une prime égale à un supplément horaire de 10% avec un minimum de 1,48 Euro est accordée aux ouvriers qui travaillent la nuit.

Art. 9. La nuit compte une période de huit heures, qui sont considérées comme étant fixées de 22 à 6 heures.

Cette période peut toutefois être fixée de 21 à 5 heures, ou de 23 à 7 heures, pour autant que cela figure au règlement de travail.

Art. 10. Cette prime est payée en tout ou en partie s'il n'existe pas dans l'entreprise, des avantages équivalents basés sur des critères identiques.

Art. 11. La prime de nuit n'est pas d'application pour les heures pour lesquelles un supplément de salaire de 50% ou de 100% pour travail supplémentaire est applicable.

Chapitre 6 - Prime de travail en équipes

Art. 12. Une prime égale à un supplément horaire minimum de

- 0,37 Euro est octroyée pour le travail presté dans l'équipe du matin;
- 0,42 Euro est octroyée pour le travail presté dans l'équipe de l'après-midi.

Ces primes peuvent être remplacées par une prime de 0,79 Euro pour l'ensemble de ces deux équipes.

Sauf stipulation contraire au règlement de travail, les heures de travail des équipes sont fixées comme suit :

- pour l'équipe du matin : de 6 à 14 heures ;
- pour l'équipe de l'après-midi : de 14 à 22 heures.

Art. 13. Les primes prévues à l'article 12 peuvent être réduites à concurrence des primes existantes accordées suivant des critères équivalents.

Art. 14. Le repos non payé pour le travail en équipes est généralisé à 1/2 heure pour toutes les catégories, sauf autres dispositions prévues dans le règlement de travail ou dans une convention d'entreprise.

Chapitre 7 - Validité.

Art. 15. La présente convention collective de travail remplace celle du 31 mai 2001, conclue au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire, relative aux conditions de travail et de rémunération des ouvriers occupés dans les entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, le nettoyage ou la préparation de légumes frais, rendue obligatoire par A.R. du 2 avril 2003 (M.B. du 5 juin 2003)

Elle produit ses effets au 1er octobre 2003 et elle cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2004. Subséquemment elle est prorogée par tacite reconduction pour des périodes consécutives d'un an,

9

sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire ainsi qu'aux organisations y représentées.

Les dispositions plus avantageuses qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, sont maintenues.

Commentaire sur l'article 3

Les parties conviennent que cette période de six mois pourra être constituée par des périodes d'occupation interrompues ou non auprès du même employeur endéans une période de référence de deux ans. Dès que cette condition de six mois est réalisée, elle reste acquise pour toutes les périodes d'occupation ultérieures auprès de cet employeur.

17-10-2003

28-11-2003 NR. N°

687001/10/2003

4

Paritair Comité voor de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober betreffende loon- en arbeidsvoorwaarden van de arbeiders tewerkgesteld in de groentenijverheid

Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied.

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van groentenconserven, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepbevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten.

Tot de sector van de groentenconserven behoren de ondernemingen die hoofdzakelijk een assortiment groenten en/of plantaardige producten in eerste of tweede verwerking voor langdurige bewaring bewerken door appertisatie in blik of glas, door pasteurisatie en/of diepvries.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk 2 - Uurlonen.

Art. 2. Op 1 oktober 2003, gelden volgende minimumuurlonen voor de arbeiders, ongeacht hun leeftijd :

	38 uur/week
Catégorie I	8,86 Euro
Catégorie II	9,19 Euro
Catégorie III	9,51 Euro
Catégorie IV	9,79 Euro
Catégorie V	10,12 Euro
Catégorie VI	10,42 Euro
Catégorie VII	10,71 Euro
Catégorie VIII	11,06 Euro
Catégorie IX	11,36 Euro

Voor de arbeiders die zes maand anciënniteit in de onderneming tellen en ongeacht hun leeftijd, worden deze minimumuurlonen op 1 januari 2004 verhoogd met 1,75 %, indexering inbegrepen.

Het resultaat van deze loonsverhoging wordt afgerond op twee decimalen.

Art. 3. De voorwaarde van zes maanden anciënniteit is ingevuld op de dag dat de som van alle tewerkstellingsperiodes, al dan niet onderbroken, bij een zelfde werkgever in de loop van de laatste twee jaar minstens zes maanden bedraagt.

Onder tewerkstellingsperiodes dient men te verstaan de périodes gedekt door:

- alle arbeidsovereenkomsten, van welke aard ook, zelfs al wordt de uitvoering ervan geschorst; en/of
- een interimovereenkomst.

Art. 4. In afwijking op artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden voor arbeiders tewerkgesteld met een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten zoals bepaald in titel VII

van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten volgende minimumlonen, uitgedrukt als een percentage van de in artikel 2 vermelde minimumlonen :

Leeftijd	Percentage
18 jaar en ouder	90
17 jaar	80
16 jaar	70
15 jaar	60

Hoofdstuk 3 - Seizoenpremie

Art. 5. De volgende seizoenpremies worden betaald :

- voor catégorie I :
 - na 3 opeenvolgende seizoenen : 0,0124 Euro per uur
 - na 4 opeenvolgende seizoenen : 0,0248 Euro per uur
- voor catégorie II :
 - na 2 opeenvolgende seizoenen : 0,0124 Euro per uur
 - na 3 opeenvolgende seizoenen : 0,0248 Euro per uur
 - na 4 opeenvolgende seizoenen : 0,0370 Euro per uur.

Deze premies worden beperkt tot het seizoen van vier maanden, in principe vastgesteld van 1 juli tot 31 oktober.

Deze période van vier maanden kan lichtelijk verplaatst worden voor redenen van klimaat. In dit geval zal de werkgeversfederatie op voorhand de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid en de erin vertegenwoordigde organisaties verwittigen.

De seizoenpremie mag onderworpen worden aan getrouwheidsvoorwaarden. Deze dienen op de onderneming in gemeenschappelijk akkoord vastgesteld te worden.

Art. 6. Deze premies zijn niet van toepassing op de ondernemingen waar reeds een gelijkaardig of gelijkwaardig voordeel wordt toegekend onder een andere vorm, of wanneer de werkelijke uitbetaalde lonen de minimumuurlonen overschrijden met een bedrag dat gelijk is aan of hoger is dan deze premies.

Wanneer de werkelijke uitbetaalde lonen de minimumlonen overschrijden zonder dat het verschil het bedrag van de premies bereikt, moeten de nodige aanvullingen toegepast worden.

Hoofdstuk 4 - Koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 7. De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimumuurlonen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 november 2001 (Registratienummer 60856/CO/1180000) tot koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Hoofdstuk 5 - Premie voor Nachtarbeid.

Art. 8. Een premie gelijk aan een uurtoeslag van 10% met een minimum van 1,48 Euro wordt toegekend aan de arbeiders die 's nachts tewerkgesteld worden.

Art. 9. De nacht omvat een période van 8 uren, die beschouwd worden als zijnde vastgesteld van 22 tot 6 uur.

Deze période kan nochtans van 21 tot 5 uur, of van 23 tot 7 uur, vastgesteld worden, mitsdit vermeld wordt in het arbeidsreglement.

Art. 10. Deze premie wordt slechts geheel of gedeeltelijk betaald als in de onderneming nog geen voordelen van gelijke waarde, gebaseerd op dezelfde criteria, bestaan.

Art. 11. De nachtpremie is niet van toepassing voor de uren waarvoor een loontoeslag van 50 % of 100 % voor overwerk van toepassing is.

Hoofdstuk 6 - Premie voor Ploegenarbeid.

Art. 12. Een premie gelijk aan een minimum uurtoeslag van :

- 0,37 Euro wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de morgenploeg;
- 0,42 Euro wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de namiddagploeg.

Deze premies mogen vervangen worden door een premie van 0,79 Euro voor het geheel van deze 2 ploegen.

Behalve wanneer het anders voorzien wordt in het arbeidsreglement, zijn de arbeidsuren van de ploegen als volgt vastgesteld :

- voor de morgenploeg : van 6 tot 14 uur;
- voor de namiddagploeg : van 14 tot 22 uur.

Art. 13. De in het artikel 12 voorziene premies mogen verminderd worden ten belope van bestaande premies toegekend volgens gelijkwaardige criteria.

Art. 14. De niet betaalde rust voor ploegenwerk is tot 1/2 uur veralgemeend voor alle categorieën, behoudens andere regelingen voorzien in het arbeidsreglement of bedrijfs-CAO.

Hoofdstuk 7 - Geldigheid.

Art. 15. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 31 mei 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden van de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van groentenconserven, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepbevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 2 april 2003 (Belgisch Staatsblad van 5 juni 2003).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2003 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2004. Nadien wordt zij stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende périodes van één jaar,

4

behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid en aan de erin vertegenwoordigde organisaties.

Gunstiger regelingen die voor de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestonden, blijven behouden.

Commentaar bij artikel 3

De partijen komen overeen dat deze periode van zes maanden opgebouwd kan worden door al dan niet onderbroken tewerkstellingsperiodes bij dezelfde werkgever in een referentieperiode van twee jaar. Eens deze voorwaarde van zes maanden is gerealiseerd, is die verworven voor alle latere periodes van tewerkstelling bij deze werkgever.